

J.A. 1820 Montreux 1

TRIBUNE  
DE

CAUX

Paraît tous les 15 jours  
Rédaction, Administration: 9, Trabandan, 1006 Lausanne  
Tél. (021) 23 54 82. Chèques postaux 10 - 25 366

Fr. 0.60 7 juillet 1967 2<sup>e</sup> année N° 14



M. Getahun Tesemma, Ministre du Travail d'Éthiopie, président de la conférence internationale du Travail de Genève

Photo Maillefer

Genève: De la salle de conférences aux réalités du monde

## Est-ce notre affaire, Mesdames?

### Celle qui ne travaille pas...

Quels que soient les progrès de la science et les facilités offertes par l'automatisation, il y aura toujours des femmes occupées à torcher des marmots barbouillés, sinon les plus belles inventions s'arrêteraient... faute de combattants. Parlons donc aujourd'hui de ces femmes-là, de celles qui ne travaillent pas, selon l'innocente expression de ceux qui n'ont jamais tenu un ménage.

« Si seulement tout le monde pouvait s'entendre comme une grande famille », soupirait un jour la femme d'un industriel dont l'usine était en grève. « Une famille comme la nôtre par exemple », lui fit remarquer ironiquement sa fille. Il faut dire que dans cette maison les portes claquaient souvent !

Ce que nous décrivons entre Etats est-il donc le reflet de notre vie quotidienne ? Qu'en pensez-vous ? Si oui, nous pouvons être, entre balais et casseroles, les champions d'une façon de régler tensions ou différends qui donne de l'espoir à nos négociateurs déçus.

Ceci en tête, j'ai interrogé une mère de famille de chez nous. Un appartement ensoleillé, un mari très occupé, des enfants à l'âge du permis de conduire, sauf le dernier qui en est encore au train électrique. Nous avons parlé des ressemblances entre son ménage et la scène mondiale, ainsi que des bribes de sagesse par lesquelles sa famille pourrait venir à la rescousse de gouvernements en mal d'unité.

— Madame, quel est votre but en élevant vos enfants ?

— Je ne crois pas à la mère parfaite et je n'ai pas essayé de l'être ! L'important est, à mon avis, la formation du caractère. Nous qui vivons dans la partie privilégiée de la terre, nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer dans cette tâche. Sinon, jamais, j'en suis persuadée, nous ne répondrons à un problème comme la faim dans le monde.

Mais une chose est de désirer cette formation de caractère pour mes enfants, une autre d'en faire mon but ! Mes buts ont souvent été tout autres : la santé, l'instruction, la réussite scolaire, le bonheur — c'est-à-dire bonnes relations

avec camarades et maîtres, et le moins possible de difficultés et de fatigues. Si cette formation passe maintenant en premier pour moi, ce n'est pas que j'aie trouvé une nouvelle méthode d'éducation, mais une nouvelle orientation de ma propre vie. J'ai gardé cette volonté de bonheur qui fait partie de notre nature, mais avec le correctif que représente la recherche de la direction de Dieu.

Nous avons découvert entre autres, dans le recueillement, l'autonomie de nos enfants comme créatures libres, indépendantes, qui nous sont confiées parce qu'elles ont besoin d'être guidées. Dieu a une volonté pour eux qui n'est pas la nôtre.

Nous avons appris ainsi à courir le risque de la liberté. Par exemple, j'ai autorisé, à l'occasion, des sorties que j'aurais refusées si j'avais suivi ma nature craintive.

Surtout, en associant les enfants à cette recherche, nous les amenons à choisir avec nous ce qui est juste, au lieu d'opposer nos volontés humaines. Faute de cette soumission à une autorité commune, il y a inévitablement un jour une rupture entre générations.

— Votre mari vous aide-t-il ?

— Je l'ai souvent trouvé dur avec les enfants et lui me trouvait faible. Bien sûr, sa dureté était fonction de ma faiblesse. Or nous avons besoin l'un de l'autre. Oh ! cela ne va pas toujours comme je voudrais. Il est arrivé que je me plaigne du désordre des enfants et lui demande d'intervenir — et lui a répondu en me parlant du mien ! J'étais furieuse : pour une fois qu'il était à la maison et que j'avais besoin de son soutien, voilà qu'il me critiquait. Pourtant c'était exactement l'aide-qu'il me fallait.

— Comment vous y prenez-vous quand un problème se pose ?

— Je peux vous raconter une histoire parmi beaucoup d'autres. Un de mes enfants avait peur du noir et pleurait toutes les nuits. Nous avons tout essayé, le docteur m'avait dit d'allumer une veilleuse dans sa chambre, rien n'y faisait, et c'était un sujet de disputes dans toute la famille.

Dans un moment de recueillement, j'ai eu l'idée de lui dire que Dieu allumerait une lumière en lui qui l'empêcherait d'avoir peur. Le soir même, les hurlements reprirent de plus belle. Pourtant j'avais foi que cela marcherait, malgré les quolibets de la famille, malgré la voisine qui vint sonner, toute prête à nous traiter de bourreaux d'enfants ! Le lendemain, je l'aidai à comprendre qu'il devait aussi faire sa part,

## La recette de la quinzaine

### Mousse au café

(pour 6 ou 7 personnes)

4 œufs

$\frac{3}{4}$  tasse de sucre

$\frac{1}{4}$  cuillerée à thé de sel

$\frac{1}{2}$  tasse de café fort

1 à 2 décilitres de crème (facultatif)

1 cuillerée à soupe de gélatine (ou 2 feuilles) délayées dans 4 cuillerées à soupe d'eau. Cuire au bain-marie les jaunes battus, le café, le sel et  $\frac{1}{2}$  tasse de sucre jusqu'à ce que le mélange devienne épais et crémeux. Retirer du feu.

Ajoutez la gélatine. Quand cela commence à prendre, ajoutez les blancs battus en neige ferme avec  $\frac{1}{4}$  tasse de sucre, puis la crème. Gardez au frais jusqu'au moment de servir.

Les fruits de qualité  
Les légumes toujours frais  
s'achètent chez

**PITTELOUP**  
CLARENS

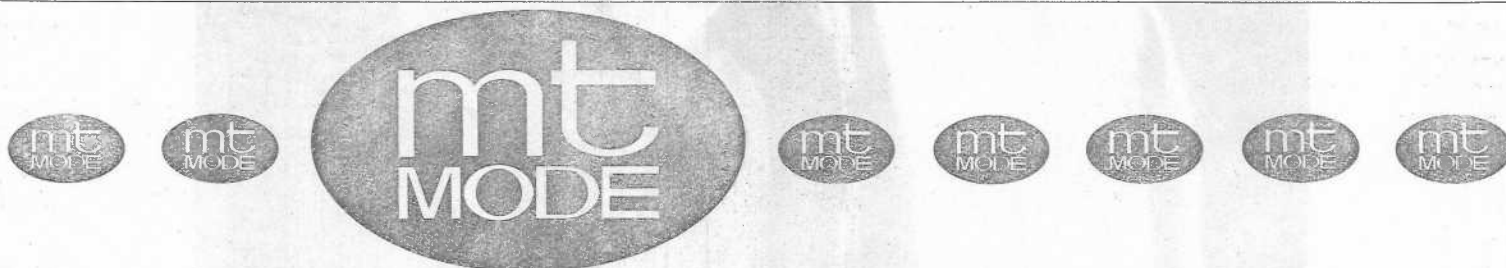
Tél. 61 41 41 / 42 / 43

en disant non à la peur. De ce jour, il n'y eut plus jamais de cris la nuit. A quatre ans, il avait fait l'expérience de la force de Dieu et il s'en souvient encore.

Cela nous a mis sur le chemin de la découverte la plus importante. Nous ne pouvons pas protéger nos enfants des temps d'insécurité qu'ils connaîtront certainement. Par contre, nous pouvons leur apprendre comment puiser à une sagesse supérieure à la leur et à la nôtre. Notre famille a trouvé ainsi une tâche commune, au-delà de nous-mêmes, qui est de faire de cette sagesse l'autorité suprême dans d'autres foyers et dans la vie des pays.

Je ne voudrais rien ajouter à ce que dit cette mère de famille, sauf peut-être une chose, en tant que spectatrice impartiale : c'est que, du plus petit au plus grand, chacun dans cette maison prend à sa manière part à cette tâche. Et voilà une famille qui n'a pas seulement la joie de vivre, mais qui est contagieuse !

JACQUELINE



Le spécialiste  
du vêtement féminin

la maison du tricot sa

lausanne genève neuchâtel fribourg chaux-de-fonds basel zürich

## Faire face à l'impatience des deux tiers de l'humanité

*Pendant tout le mois de juin, Genève a accueilli des centaines de représentants des gouvernements, de l'industrie et des syndicats du monde entier réunis à l'occasion de la Conférence internationale du travail. Notre collaborateur Pierre Spoerri analyse ci-dessous les tendances qui se sont manifestées durant cette session, des plus animées. Comme nous l'avions déjà indiqué dans notre dernier numéro, de nombreux délégués*

*ont tenu à prendre aussi le chemin de Caux. A leur tête se trouvait notamment le président de la conférence, M. Tesemma et son collègue de Madagascar, M. Ramangasoavina, qui y prononcèrent des allocutions. Enfin, nous publions également les passages essentiels du remarquable discours de synthèse prononcé à la fin de la conférence par le directeur général du BIT, M. David Morse.*

**E**N 1919, lors de sa création, le Bureau international du travail comptait 44 Etats, dont 7 seulement asiatiques ou africains. Aujourd'hui il en compte 119, et à la cinquante et unième session qui vient de se terminer à Genève, plus de 1200 délégués et conseillers participaient à ses travaux.

Comme toutes les organisations internationales, l'OIT a non seulement évolué dans ses dimensions, mais a dû aussi repenser ses objectifs. Le président de la session de cette année, M. Getahun Tesemma, ministre du travail d'Ethiopie, soulignait dans ses remarques liminaires que « malgré tous les changements qui se sont déjà produits, beaucoup d'entre nous pensent que cette transformation n'a pas marché de pair avec les transformations sociales, économiques et politiques qui balaient le monde avec une rapidité sans précédent dans l'histoire... »

Au cours des dernières décennies, le but poursuivi par les conférences annuelles de l'OIT était, selon lord Collison, délégué travailleur de Grande-Bretagne, « d'établir des critères internationaux » dans le domaine de la législation sociale. Mais au cours des dernières années est venu s'ajouter, comme le faisait remarquer encore lord Collison, « le vaste développement de l'assistance technique que nous avons introduit de propos délibéré dans l'activité essentielle de l'OIT ». En fait, le 73 % du budget adopté pour 1968 sera consacré à des programmes d'aide aux pays en voie de développement.

Au-delà des discussions techniques et des travaux de commissions, deux questions ont dominé les débats. Tout d'abord, la question de la paix, et ensuite celle de la nécessité d'une transformation de la société pour combler le fossé entre les pays industrialisés et ceux qui sont en voie de développement.

Sur ces deux questions, on a discerné quatre regroupements de nations, représentant quatre groupes d'idées. Tout d'abord, les représentants du groupe soviétique, qui n'ont manqué aucune occasion de souligner que l'on ne pouvait pas séparer la question de l'« agression » des questions économiques. « Nous pouvons bien adopter des décisions sur le programme de l'OIT pour favoriser le développement social, soulignait M. Poliakov, délégué patronal soviétique, mais toutes ces décisions resteront lettre morte tant que nous ne nous serons pas débarrassés des vestiges du colonialisme... que nous n'aurons pas condamné la guerre... et stoppé l'agression. Ce n'est que dans des conditions de paix et de sécurité internationale que nous pourrions exécuter avec succès le programme de coopération de l'OIT de même que toutes les autres activités de notre organisation. »

Les délégués des Etats-Unis — on pouvait s'y attendre — dénoncèrent l'attitude des délégués du bloc soviétique et les accusèrent d'introduire dans les débats des sujets qui, d'après eux, sont en dehors des compétences de l'OIT. Constamment sur la défensive, ils ne jouèrent

pas le rôle constructif qu'on aurait pu attendre d'eux.

Quant au troisième bloc, formé par les puissances occidentales européennes, il était encore plus fermement décidé que les Américains à empêcher que le navire du BIT ne s'aventure dans des eaux agitées. Leur premier souci fut de préparer conventions et recommandations et de les faire adopter, sans entrer dans ce qu'ils considéraient comme des discussions inutiles. Parfois, ils appuyèrent du bout des lèvres les Américains lorsque ceux-ci étaient injustement attaqués, mais on n'a pas décelé dans leurs discours ni dans leurs attitudes d'intérêt plus élevé que celui de préserver leur prospérité actuelle.

Enfin, le quatrième bloc était celui des pays du tiers monde, pour qui la question du développement est primordiale. M. Abid Ali, délégué travailleur de l'Inde, résuma ce que chacun sait sans vouloir toujours l'admettre et en tirer les conséquences, en soulignant que « les pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique comptent les deux tiers de la population mondiale, mais seulement un sixième des revenus de la planète. L'OIT, continua-t-il, n'est pas en mesure de faire grand-chose pour redresser cette situation déplorable ; pourtant, notre organisation est appelée à corriger les conséquences humaines qui résultent de ce déséquilibre... Il y a 23 ans, le BIT avait déclaré solennellement que « la guerre contre le besoin doit être menée avec une vigueur sans cesse accrue à l'intérieur de chaque pays autant que par un effort international continu et concerté... » Aujourd'hui, il ne semble plus qu'on ait conscience de ce danger ; on est moins enclin que jamais à utiliser la prospérité d'une région pour éliminer la misère dans une autre... »

Dans ce « parlement social du monde » qu'est l'OIT, on a ressenti l'impatience grandissante, voire la « frustration » des représentants du tiers monde. Quand on en vint à parler du bud-

(suite page suivante)

### Le Garde des Sceaux de Madagascar :

Beaucoup de conférences internationales se tiennent en Suisse. On y cherche les meilleurs moyens d'éviter les guerres, les conflits, les litiges et d'assurer des rapports harmonieux entre les nations. Malheureusement, la plupart du temps, les participants à ces conférences arrivent avec un esprit nationaliste et individualiste. Le Réarmement moral cherche à combler cette tendance qui met au second plan les valeurs morales et spirituelles. Car il est très bien de chercher, au prix de grands efforts, à trouver des normes pour les traités internationaux et des règles de conduite ; mais si l'on ne cherche pas également à former des hommes capables de les appliquer avec un minimum de bonne foi et d'honnêteté, à quoi servent-elles ?

Notre monde, tant développé au point de vue technique et matériel, a besoin d'un supplément d'âme. Le Réarmement moral peut le lui apporter.

### Entendu à Caux...



### Le ministre du Travail d'Ethiopie :

De tout temps, il y a eu de grands hommes pour chercher à servir l'humanité, comme le fait le Réarmement moral. Tous ont apporté une contribution de valeur, car je pense que sans bases morales, l'homme n'est pas différent de l'animal. Je pense aussi qu'au fur et à mesure que ses connaissances du monde matériel se multiplient, l'homme devient de plus en plus dangereux. Il a aujourd'hui entre ses mains une arme puissante qui lui permet de se détruire, et de détruire le monde.

Dans cette perspective, quel est donc le besoin le plus pressant ? C'est celui du Réarmement moral.

garage de bergère



vevey

Téléphone 51 02 55

OIT (suite)

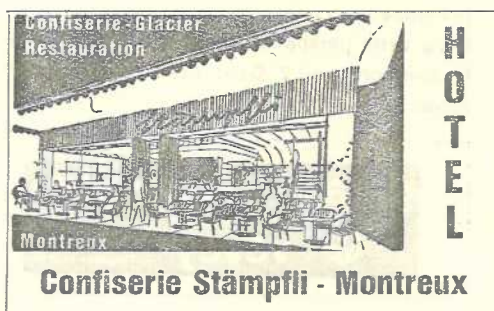
get, le fossé entre les nations riches et celles qui se développent devint encore plus évident que d'habitude. Certains des petits pays firent adopter une recommandation en vue d'adapter au barème des Nations Unies les contributions que les pays font à l'OIT. Ce barème fixe pour les nations riches des contributions beaucoup plus élevées que celles qu'elles ont accordées jusqu'à présent à l'OIT. Les USA et l'URSS votèrent contre ! Ce n'était plus une question de communisme ou de non communisme, mais de « nantis » contre « pauvres ».

On ne peut certes pas reprocher à certains délégués de considérer que les questions relatives à la paix et au développement sont tout aussi importantes que nombre des questions techniques débattues dans les commissions. Le fondateur et premier directeur du BIT, le Français Albert Thomas, avait dit une fois que « le BIT est le thermomètre de la paix ». La conférence s'étant ouverte en même temps que les hostilités au Moyen-Orient et s'étant poursuivie pendant la session extraordinaire de l'assemblée de l'ONU, le thermomètre marqua souvent une température surchauffée !

#### Au delà des textes

Il fallut attendre le discours du directeur général, M. David Morse, pour trouver une approche plus fondamentale aux problèmes de l'organisation elle-même et de l'avenir de la société humaine. (On trouvera ci-après un résumé de ce remarquable exposé. Réd.) Quelques délégués avaient déjà cherché à exprimer des idées similaires, notamment le délégué travailleur d'Indonésie, M. Marpaung, qui déclarait : « Il n'est pas facile de parler de Dieu, d'humanité et de justice sociale dans une entreprise si l'on a devant soi des patrons avarés ou dictateurs, ou des ouvriers égoïstes, haineux et sûrs d'avoir raison... Les relations du travail, si l'on veut qu'elles soient efficaces et stables, doivent être basées sur des principes moraux et spirituels... On a fait partout l'expérience que l'être physique est inséparable de l'être spirituel ; de même, si l'on demande une amélioration de la productivité, il faut aussi réclamer une amélioration de la moralité. C'est dans ce but que l'OIT devrait souligner le besoin fondamental de réarmement moral et spirituel, à l'intérieur comme à l'extérieur des entreprises ; c'est la responsabilité des gouvernements tout autant que celle des patrons et des syndicalistes. »

Comme prévu, la 51<sup>e</sup> session se termina par l'adoption de toutes les conventions et recommandations élaborées dans les commissions. Mais au-delà de ces textes, les problèmes qui furent abordés et les nouvelles impulsions qui furent données au cours de cette session pourraient bien faire avancer l'OIT pendant les prochaines années sur des routes nouvelles et différentes, même si elles paraissent semées d'obstacles aujourd'hui. PIERRE SPOERRI



Confiserie - Glacier  
Restauration

H  
O  
T  
E  
L

Montreux

**Confiserie Stämpfli - Montreux**

Le discours du directeur-général de l'OIT:

## De la salle de conférences aux réalités du monde

M. David Morse, directeur général de l'Organisation internationale du travail, a prononcé à l'issue de la cinquante et unième session un important discours sur lequel il vaut la peine de revenir, d'autant plus que la presse suisse l'a presque entièrement passé sous silence. La vigueur avec laquelle M. Morse a lancé son pathétique appel pour l'union de tous les peuples en vue de la réalisation des grands objectifs de

Pour résoudre ces terribles problèmes, affirma M. Morse, l'OIT a besoin d'agir non seulement avec toutes les organisations des Nations Unies qui en traitent également, mais aussi avec les organisations non gouvernementales préoccupées de la situation, afin de lancer une « attaque concertée contre la misère, le chômage et la stagnation des peuples ». « Nous devons être comme une famille unie, travaillant tous ensemble pour un objectif commun », affirma le directeur général qui souligna que pour construire la paix, et non pas seulement la maintenir, il fallait des ressources considérables qui pour l'instant n'existent pas encore. Il faut surtout une ardeur nouvelle, celle qui faisait dire à M. Morse que dans ce domaine de la construction de la paix il n'y avait qu'une seule voie : « Essayer, essayer et essayer encore. »

L'OIT peut, d'après M. Morse, apporter une contribution toute particulière dans trois domaines importants : celui des droits de l'homme, celui de l'industrialisation, « où l'on peut remplacer les conflits par le travail en équipe », ainsi que dans le domaine essentiel de la recherche des emplois pour les jeunes travailleurs qui, de plus en plus, viennent dans les villes chercher de quoi vivre. « Si nous ne nous occupons pas de ces jeunes de manière constante, affirma le directeur général, par des programmes de développement ruraux et par une formation appropriée, nous verrons qu'ils formeront sous peu la force la plus explosive qui soit. »

#### Pour un développement complet de l'homme

« Enfin, constatait M. Morse, nous devons admettre en même temps que déployer des efforts pour élever le niveau de vie des peuples ne suffira pas en soi et que veiller au bien-être matériel n'est qu'un aspect du problème. L'autre, c'est le souci de la situation spirituelle et morale de l'homme.

» Nous réaliserons plus aisément notre dessein si nous reconnaissons franchement que notre contribution, pour importante qu'elle soit, n'est qu'un petit élément dans l'ensemble de l'œuvre... Groupées, toutes les organisations forment un réseau matériel presque complet, une base, si vous le préférez, pour permettre à la vie de continuer. Mais ce n'est pas encore la totalité de notre tâche.

» Si ce réseau matériel est indispensable pour aider à installer le tremplin de l'épanouissement complet de l'homme, il reste à s'attaquer à ce travail de « développement complet » de l'homme.

» Ce qui manque encore, c'est d'insister comme il convient sur l'aspect spirituel et moral de la

notre époque a frappé. Il est en effet bien placé pour constater, dans le monde entier, que les objectifs définis par la première « Décennie du développement » des Nations Unies sont loin d'avoir été atteints et que les problèmes du développement ne font que croître. Ceux-ci parviendront bientôt à un point dangereux voisin de l'explosion, que provoqueront fatalement la faim et la révolte d'un milliard d'êtres humains.

situation. Cela n'est fait expressément par aucune de nos organisations et cette action incombe encore dans une grande mesure aux familles, aux Eglises, aux institutions sociales et aux institutions politiques. Nous ne devons rien négliger pour assurer cet équilibre indispensable au développement.

» C'est en aidant à établir cet équilibre que l'OIT, j'en suis persuadé, peut apporter une contribution nouvelle et des plus importantes à la paix, une contribution en vue de laquelle aucune autre organisation internationale n'est aussi bien fournie en moyens d'action. Parce que nous nous adressons aux travailleurs et grâce au fait que les organisations ouvrières et patronales participent à nos activités comme à notre structure, nous pouvons toucher le foyer, la ferme et l'atelier...

» Nous pouvons réussir à faire comprendre qu'une vie meilleure et la paix ne peuvent être les fruits que du travail et de la production, d'une élévation des niveaux de vie, de formation et d'enseignement, et de l'amélioration des conditions sociales, mais qu'il faut aussi pour réussir de la compassion — cette compassion qui est inséparable de l'amour du prochain — ainsi que de l'honnêteté et du respect dans les relations tant entre les hommes qu'entre les nations. Nous sommes tous, après tout, à bord du même navire, et celui qui lèse un des membres de l'équipage compromet par conséquent le succès du voyage.

» Vous voyez donc que, pour chacun de nous, le voyage sera très long, très dur, très pénible. Jusqu'à présent, personne n'a encore réussi à faire ce parcours en pleine sécurité. Mais il n'y a pas de retour possible et il nous incombe de persister, ici à l'OIT, de soutenir l'effort, de façon qu'un jour le succès, avec l'aide de Dieu, puisse couronner notre œuvre. »

**H. Giovanna**

Montreux  
Tél. (021) 61 33 36

**Acier inoxydable**  
**Cuisines**  
**Restaurants**  
**Industrie, etc.**  
**Toitures**

**ginox**

## Bihar: il n'a pas plu depuis deux ans

**B**IHAR. C'était, pour beaucoup, un nom dans l'immensité de l'Inde. Depuis le mois de mai, la télévision, la radio, les journaux ont présenté la réalité humaine qui se cachait derrière ces quelques lettres.

Bihar est un des Etats de l'Union indienne. Sa superficie est de 174 000 km<sup>2</sup>, soit plus de quatre fois celle de la Suisse. Trois cinquièmes des terres ont été brûlés par la sécheresse. On y compte 78 093 villages ; 48 158 sont touchés par la famine. Bihar est un des Etats les plus peuplés de l'Inde : 52 147 647 habitants, dont 30 millions estime-t-on, souffrent de la faim et de la soif.

Derrière ces chiffres dramatiques, un fait devant lequel l'homme ne peut rien : il n'a pas plu depuis deux ans.

Ce n'est certes pas la première fois, ni la dernière, que l'Inde souffre de la famine. Mais les événements dont Bihar vient d'être le théâtre ont soulevé une vive émotion, à l'étranger surtout, car ils ont mis à jour l'existence de facteurs internes et externes qui rendent quasi impossible la solution du problème. Qu'on nous permette d'en mentionner quelques-uns :

1. 3,5 % seulement de l'aide étrangère à l'Inde est destinée à l'agriculture. C'est évidemment insuffisant devant l'ampleur des travaux qu'il faudrait entreprendre. Cela signifie-t-il qu'on a mis trop l'accent sur le développement industriel, parfois pour des raisons de prestige ? Certains le pensent.

2. Depuis les récentes élections, l'opposition gouverne l'Etat de Bihar. Il en est résulté de dramatiques tensions entre le gouvernement local et celui de La Nouvelle Delhi, ce qui n'a évidemment pas facilité l'organisation des secours aux populations sinistrées.

3. La corruption fait trop souvent encore passer l'argent destiné au forage des puits et aux plans d'irrigation dans la poche de fonctionnaires ou de notables locaux.

Que faire alors ? C'est la question que se sont posée notamment les jeunes Indiens de la troupe d'*India Arise*, que l'on connaît en Suisse et en France depuis leur tournée au mois de mars et d'avril derniers. D'Angleterre, où ils se trouvent à l'heure actuelle, ils ont publié un manifeste dans lequel ils énoncent quatre points qui, dans l'immédiat, leur paraissent essentiels. Ce sont les suivants :

1. Les autorisés de Delhi et de Patna (capitale du Bihar) doivent unir leurs efforts et chacun doit être prêt, devant l'urgence de la situation, à travailler côte à côte, même avec son pire ennemi.

2. Les dirigeants de l'opposition doivent être invités à coopérer à l'action entreprise par le gouvernement, étant entendu qu'ils renonceraient de leur côté à se servir de la situation pour s'en prendre au parti du Congrès.

3. Les chiffres véridiques concernant la mortalité, les stocks de grain, les conditions sanitaires, l'état des routes et des chemins de fer seront publiés, et on tiendra au courant de la situation le peuple indien et tous ceux qui s'intéressent à son sort à l'étranger.

4. Il faut faire appel aux journaux, à la télévision, à la radio, au cinéma, à l'administration gouvernementale comme aux organisations volontaires pour trouver les hommes, les idées, les fonds et la nourriture nécessaires.

Les auteurs du même manifeste relèvent qu'étant en dehors de leur pays depuis février, ils ont pu constater qu'il existe un malaise dans le monde au sujet des famines en Inde.

Les premiers appels disaient : « Nous avons faim ; aidez-nous ! » Ils ont suscité un immense élan de générosité. Bientôt, d'autres voix se sont fait entendre. Elles disaient : « Toute l'affaire est exagérée. Ce n'est pas si grave. » C'est à peine si l'Inde a exprimé ses remerciements à tous ceux qui avaient manifesté leur intérêt pour son sort.

« Les événements de Bihar doivent être l'occasion d'un profond changement dans notre pays, notent-ils encore. Ils pourraient marquer le dernier épisode d'une époque révolue et montrer notre volonté de changer pour ouvrir une ère nouvelle. »

### Il faut des chefs de file

L'un des principaux animateurs de *India Arise*, M. Arun Mundkur, a résumé en ces termes les besoins de son pays :

« Il faut allumer dans des millions de cœurs la passion de changer l'Inde. Une passion qui s'exprime en actes et non pas en paroles. »

« Les hommes qui manient les leviers du pouvoir doivent être animés de mobiles exceptionnels pour se servir de celui-ci judicieusement, au milieu des occasions lucratives et des « combines » innombrables qui sont à la portée de leur main. Ils ont besoin de critères absolus qui leur montrent où sont le bien et le mal. Leur famille, leurs supporters, parfois leurs chefs les soumettent à d'incroyables pressions. S'ils ont l'homme pour idole, ils ne pourront que succomber à ses pressions. S'ils adorent Dieu, ils uniront leurs forces à celles de leurs collègues et mèneront un effort vigoureux pour résoudre les problèmes de notre pays, sans mensonges ni coups tordus. »

D. M.

### Le mois de juillet à Caux

**13 - 23 :** Conférence avec la participation de militants syndicalistes français de Loire-Atlantique et de Lorraine.

**Dès le 15 :** (et jusqu'au début d'août) Rencontre Inde-Europe, en présence de M. Rajmohan Gandhi et des jeunes de « *India Arise* ».

Librairie et centre d'informations ouverts tous les jours.

Projection de films sur demande.

Chaque samedi et dimanche,  
de 15 h. à 18 h.  
au Grand-Hôtel :

Exposition de peintures, dessins et gravures offerts par des artistes suisses ou étrangers, ou par des particuliers. Ces œuvres sont en vente en faveur du Réarmement moral.

Entrée libre

Pour toute information, s'adresser au  
Réarmement moral,  
1824 Caux, tél. (021) 61 42 41

### Une jeune Indienne parle de son village

*J'ai dix-sept ans et j'appartiens à une famille indienne ordinaire. Mon père est un instituteur de village, il gagne six livres (72 fr.s.) par mois. Nous étions douze enfants, mais cinq seulement sont encore en vie aujourd'hui. J'en ai toujours souffert et mon cœur s'est fermé aux autres. Mais maintenant, j'ai pris la décision d'aimer ceux qui m'entourent.*

*Tout le monde a entendu parler de la famine en Inde. La sécheresse en est une des causes, mais il en est d'autres. Souvent nous mettons les bâtons dans les roues de nos voisins. Dans des villages tels que le mien, nous allons jusqu'à brûler, par jalousie, les moissons d'autrui. Nous ne voulons pas que d'autres aient plus que nous. D'autre part, il en est qui deviennent riches en accaparant le blé et en le revendant très cher.*

*Il y a beaucoup de jeunes filles qui n'ont aucun espoir de pouvoir faire quelque chose pour leur pays. Elles passent à rêver une bonne partie de la journée. Elles ignorent ce que leur réserve l'avenir. Leurs parents souhaitent qu'elles se marient parce que la famille du fiancé leur procurera un peu d'argent. Les jeunes filles voudraient bien se marier, mais elles se demandent avec inquiétude sur quelle sorte de mari elles tomberont. Il semble que les jeunes gens ne désirent pas travailler. Ils singent la*

*mode des villes et passent leur temps à chanter des airs de films dans les rues de leurs villages. Ils n'ont pas de force de caractère et sont incapables de parler franc.*

*Grâce au Réarmement moral, j'ai trouvé une réponse à la jalousie et à l'impureté. Je sais que les jeunes comme moi peuvent faire grandir notre peuple en menant une vie droite.*

*Il y a un grand fossé entre les villes et les villages. Mais un de nos villages a reçu la visite de gens qui venaient de la ville. Ils racontèrent aux villageois comment ils s'étaient libérés de la malhonnêteté et de la haine. Ils parlaient d'écouter Dieu et proposèrent à leurs auditeurs d'essayer. Après un silence de quelques minutes, deux hommes d'âge mûr se levèrent et dirent que si le village n'avait pas progressé, c'était à cause d'une haine qui avait divisé les habitants pendant des générations. Effectivement, le village était divisé en deux factions, ce qui empêchait toute action commune. On se fit des excuses et l'on décida de coopérer.*

*Cette histoire pourrait être celle des 800 000 villages de l'Inde, tout remplis de haine et manquant de nourriture. La simple honnêteté peut changer le désespoir en espoir et procurer la nourriture dont le peuple a besoin.*

Anasuya Paithankar

## Un patron marocain parle de Si Bekkaï, premier chef du gouvernement de Rabat

Il y a dix ans bientôt que le Maroc est indépendant. L'un des hommes qui jouèrent un rôle de premier plan dans la période troublée d'avant l'Indépendance fut sans nul doute Si Bekkaï, pacha de Séfrou, grand blessé de guerre dans l'armée française et qui fut le premier chef du gouvernement marocain indépendant. C'est lui qui négocia à Aix-les-Bains l'indépendance de son pays.

Aussi était-il assez émouvant d'entendre à Caux son secrétaire d'alors, devenu aujourd'hui secrétaire général des Chambres de commerce et d'industrie du Maroc, M. Hassan Zemmouri, parler du disparu.

« Si Bekkaï, raconte ce dernier, était en 1956 presque exilé, car il ne pouvait pas revenir au Maroc. Mais je dois vous dire — et c'est un témoignage direct que j'apporte d'un homme qui n'est plus — que tous les efforts que Bekkaï a déployés pour libérer son pays, il les a dus à l'inspiration du Réarmement moral. Une formule magique a été trouvée à ce moment-là, qui a satisfait tous les esprits: l'indépendance dans l'interdépendance.

» M. Bekkaï a eu deux fois la charge de premier ministre — le premier et le second Ministre de l'indépendance. Il a été un modèle d'homme et de président. Comme homme, il a d'abord essayé de constituer autour de lui des amis. Et toutes les tendances politiques — et y en avait beaucoup — ont trouvé autour de lui un dénominateur commun. Ensuite, en tant que président, et en tant qu'orientateur du gouvernement, c'est lui qui, le premier, a mis au point toute la législation qui régit actuellement le Maroc: la liberté d'association, la liberté d'expression, le système de coopération. M. Bekkaï a vraiment marqué le Maroc indépendant, et par conséquent nous pouvons dire que l'esprit de Caux continue après la disparition de notre premier ministre. »

Abordant certains des problèmes qui se posent au Maroc indépendant, notamment dans le domaine du travail, le délégué patronal marocain à la Conférence de l'OIT devait souligner combien la question de la famille était importante dans un pays où l'urbanisation rapide faisait venir dans les grandes villes des masses de travailleurs agricoles qui n'y trouvent souvent pas de travail et cherchent « une compensation à la perte de leur milieu familial ».



M. Hassan Zemmouri

« Dans le monde où nous vivons actuellement, continua M. Zemmouri, toutes les différenciations confessionnelles et idéologiques n'existent plus. Mais maintenant, toutes ces discriminations, tout ce séparatisme, tendent à s'effacer. Le monde est plutôt divisé entre le Nord et le Sud, entre pays développés et pays en voie de développement — auxquels nous appartenons. Le fossé qui les sépare tend à s'élargir: nous vendons nos produits moins cher et nous payons de plus en plus cher les moyens de transport et les primes d'assurance, si bien qu'il nous est très difficile de rejoindre les pays développés. Nous essayons d'engager un dialogue, mais souvent c'est un dialogue de sourds. On nous répond: « C'est votre faute! » Travaillez davantage! Tout ce que nous pouvons faire, c'est de vous aider financièrement et avec l'assistance technique. Mais faites l'effort nécessaire. » Nous restons persuadés que nous devons effectivement fournir l'effort qu'il faut; mais nous ne sommes pas persuadés par la solution de l'aide, ni par celle de l'assistance technique. Nous avons besoin de sympathie, qui soit beaucoup moins un échange de biens qu'un échange d'idées, mais une communion de pensée. C'est dans ce sens que le Réarmement moral a un rôle éminent à jouer. »

## Concours de pronostics et sport

CES deux termes n'ont absolument rien de commun et seul l'appât du gain, savamment suscité et entretenu par des esprits commerciaux spéculant sur l'amoralité nonchalante des masses modernes, les a rapprochés. Je pense qu'il faut gagner sa vie par son travail, son assiduité, sa constance, et non pas attendre que l'argent, bien loin de tomber du ciel, monte de l'enfer, pour vous permettre d'en posséder sans l'avoir mérité. La morale proscrit, interdit, tous les jeux de hasard. La Constitution suisse également. On a autorisé des dérogations. Elles se sont multipliées. On a trouvé le prétexte de la philanthropie; celui du sport a suivi. Dans ce second cas, l'Etat est d'autant plus coupable que, pour calmer ses remords, il allègue que les fonds recueillis et sans cesse croissants sont pour une partie — une partie seulement — destinés à aider les sportifs et à financer les installations qui leur sont nécessaires. Ainsi, admettant sa propre carence, l'Etat pour y parer et trouver les fonds dont il aurait besoin pour encourager le sport, préfère les recevoir de tous ceux qui, brisant une loi morale, cherchent, sans le moindre effort, avec un franc à en gagner mille ou bien davantage. Certes, quand l'Etat abdique, on ne saurait exiger des citoyens qu'ils soient plus moraux que lui! C'est si commode de composer avec sa conscience et par mille arguments spécieux et trompeurs, en étouffer la voix. Car financement mis à part, le sport (le vrai) se porterait tout aussi bien sans les concours de pronostics. Il l'a d'ailleurs démontré des siècles durant. Ce n'est que lorsqu'il a été touché, puis contaminé, puis gangrené par le mercantilisme (en même temps que ses exigences, nées de rivalités non plus individuelles mais nationalistes, devenaient insupportables pour les budgets des Etats) qu'il a songé à ces recettes impures.

### L'argument spécieux

Il est juste de dire que de nombreux Etats n'ont pas encore recours à ce moyen de se procurer de l'argent pour le développement du sport. On ajoutera que longtemps la Suisse a été réfractaire à ces concours. L'inoubliable animateur, président, journaliste, organisateur que fut, en Suisse romande, Max Burgi, grâce à son journal *Le Sport Suisse* qui inspirait le plus grand respect même aux autorités de nos cantons, parvint à retarder durant plusieurs années l'introduction de ces concours. Dès qu'il eut disparu, l'autorité passa outre. L'argument essentiel des partisans était — il est encore — qu'étant donné l'appât du gain et la moralité actuelle des masses, si on ne créait pas ces concours chez nous, les gens iraient participer à ceux existant à l'étranger. Ce serait alors la fuite de beaucoup d'argent, chaque semaine au-delà de nos frontières, d'où un appauvrissement, un non-financement national qui porterait préjudice au sport helvétique. Du moment que les gens étaient absolument résolus à pronostiquer, puisqu'ils ne tenaient plus aucun compte de la loi inscrite dans la Constitution, qui interdit les jeux de hasard, alors autant leur en fournir l'occasion dans le pays même! Ainsi fut fait, à l'instar de ce qui se faisait ailleurs!

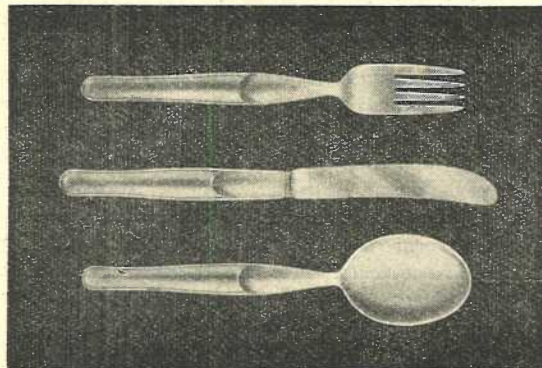
Ce disant, on néglige simplement l'aspect moral du problème. On aide à l'extension d'un matérialisme dévorant et du culte du Veau d'or

**Beard**  
S.A.

Argenterie  
Porcelaine  
Cristaux  
Lampes décoratives  
Petits meubles

Magasins à Montreux:  
Av. des Alpes 60  
Av. du Casino 42

Les meilleures marques  
à des prix avantageux



## Notre interview

# Emin Yalman, de Turquie ou le dangereux métier de journaliste

**L**E 7 juillet, il y aura exactement 60 ans qu'un éminent journaliste commençait une carrière à la fois brillante et pleine de périls.

Ahmed Emin Yalman, de Turquie, qui vient de prendre part, à Genève, au Congrès de l'Institut international de la presse, est l'une des personnalités les plus respectées de la presse internationale. Il doit son prestige non seulement à son talent et à la longue expérience qu'il a acquise, mais surtout au courage dont il n'a cessé de faire preuve dans la défense d'une liberté qui, chez nous, semble aller de soi, mais qui, sous d'autres cieux, est un bien d'autant plus précieux qu'il est souvent menacé.

M. Yalman aime à rappeler qu'à l'époque où il faisait ses premières armes dans le journalisme, il y avait non pas une, mais deux censures. Abdul Ramid, qui présidait alors aux destinées de la Turquie, se méfiait tellement de son propre entourage que deux équipes successives de censeurs se présentaient régulièrement à la rédaction des journaux.

La Première Guerre mondiale trouva Yalman correspondant de guerre. Peu après, il devenait rédacteur en chef du journal où il avait commencé sa carrière. Quand Atatürk fit sa révolution, le nouveau gouvernement offrit à Yalman le poste de directeur général de la presse et de l'information. « Je veux bien servir, mais comme journaliste ; je veux mourir comme journaliste ! » répondit-il. Il accepta le poste à cette condition. Cependant, quand en 1924 Atatürk, devenu chef de l'Etat, voulut instituer le système du parti unique et se débarrasser de l'opposition, Yalman, épris de liberté, se rebiffa et envoya au chef de l'Etat une lettre ouverte retentissante. Ayant démissionné de son poste, il reprit la direction de son journal, d'où il mena un combat courageux. Il fut cependant bientôt placé devant un choix douloureux. « Si vous écrivez des articles protestant contre l'élimination du parti d'opposition, votre journal disparaîtra et vous-même serez traduit devant les tribunaux. Choisissez ! » Emin Yalman obéit aux impératifs de sa conscience ; pendant dix ans, il dut garder le silence.

Ce courage, cette netteté dans les principes, Yalman ne s'en est jamais départi. C'est ce qui lui a valu de faire de la prison sous presque

tous les régimes qui se sont succédé en Turquie et tout récemment encore. On comprend alors l'autorité de cet homme, qui n'a jamais transigé.

Ajoutons que Ahmed Emin Yalman évoque volontiers l'amitié qui le liait à Frank Buchman, le fondateur du Réarmement moral, ainsi qu'à Peter Howard, en qui il respectait le journaliste autant que le militant.

*Estimez-vous que, dans le drame qui se déroule à l'heure actuelle dans le monde, la presse internationale joue son rôle d'information et d'interprétation ?*

— On ne peut parler de manière générale de « presse internationale », nous a-t-il répondu. Il y a partout des journaux consciencieux qui informent leur public d'une manière correcte et relatent les événements objectivement. Il y a aussi partout des journaux qui ont des partis pris, qui voient les choses selon leur propre point de vue. Il y en a enfin qui ne pensent qu'à leur propre existence et qui, pour continuer de paraître, cherchent les expédients, exploitent les haines ou les difficultés.

*Vous revenez des Etats-Unis où vous avez été chargé d'une enquête sur l'état de la presse américaine ; quelles observations avez-vous pu y faire ?*

— J'ai trouvé une grande amélioration aux Etats-Unis, non pas seulement dans la presse elle-même, mais dans ce que le public attend d'elle. On voit apparaître un nouveau type de lecteur, qui désire une presse propre et correcte. Il en résulte que les journaux doivent naturellement changer pour s'adapter aux désirs et aux exigences nouvelles du public. Quand je suis allé en Amérique pour la première fois — il y a 55 ans — Hearst lançait ses journaux à sensation avec d'énormes titres. Aujourd'hui, des vingt-deux journaux du groupe Hearst, il n'en reste plus que huit. Par contre, l'un des meilleurs journaux actuels des Etats-Unis est le *Journal* de Milwaukee. C'est l'unique journal qui appartienne non seulement à ses imprimeurs, mais également aux rédacteurs et à l'ensemble du personnel, jusqu'au garçon de cour-

ses ! C'est une expérience merveilleuse. Quand, récemment, M. Arthur Sulzberger, propriétaire du *New York Times*, chercha un journal où envoyer son fils pour faire un stage, il choisit le *Journal*.

*— Que pensez-vous de la presse britannique ?*

— La tendance à la concentration qui se manifeste dans ce pays a du bon et du mauvais. Au Congrès de l'IIP le rédacteur en chef du *Manchester Guardian* nous a expliqué qu'il avait le choix entre une existence pleine de repos en rattachant son journal au groupe de lord Thompson, et beaucoup d'ennuis s'il choisissait de maintenir son indépendance. C'est cependant cette solution que le journal a choisie ; les rédacteurs ont accepté une réduction de leur salaire, mais j'estime que l'Angleterre peut être fière de ce journal.

*Avez-vous l'impression que la presse des pays de l'Est européen progresse également ?*

— Malheureusement non. Au contraire, je crois qu'ils font plutôt machine arrière, à l'exception de la Yougoslavie, où on note une nette amélioration due au fait que la presse s'adapte à de nouvelles exigences du public.

*— Si cela dépendait de vous, que ferez-vous pour que la presse joue un rôle plus actif pour répondre aux problèmes de notre époque ?*

— J'encouragerais l'existence de l'institut international de la presse qui, avec ses congrès et ses publications, fait du bon travail. La grande difficulté à laquelle se heurte cet organisme est de trouver les moyens nécessaires pour atteindre ses objectifs ; pourtant, même avec les moyens limités dont il dispose, il a pu faire du bon travail pour l'existence d'une presse libre en Afrique orientale et en Asie.

Nous avons conclu cet entretien par une question sur l'état actuel des relations gréco-turques. « L'IIP a organisé une conférence à Londres en 1952 à laquelle participaient les meilleurs journalistes de nos deux pays. La question cyprite s'est posée peu après. A mon avis, c'est avant tout une question de prestige. On pourrait trouver facilement une solution, mais pour faire plus d'effet sur l'opinion publique, des deux côtés on a choisi la voie de l'antagonisme. Cependant, nous a-t-il dit, j'ai toujours eu beaucoup de foi en une coopération gréco-turque. »

### Concours de pronostics (fin)

qui porte atteinte aux principes de rectitude et de moralité dont l'humanité devrait s'inspirer et qui sont à la base du sport. Certes cette amoralisation n'est pas brutale. Elle paraît au contraire anodine, mais elle est continue. On ferme les yeux — ici comme dans bien d'autres cas. On se dit que ce n'est pas bien grave et que si l'on ne se procurait pas l'argent de cette manière, c'est encore le contribuable qui devrait le fournir. Alors on n'écoute pas plus sa conscience que la Constitution, et l'on passe outre.

C'est pourquoi les concours de pronostics, malgré leur aspect anodin, doivent être évités par ceux qui ont encore la passion du vrai sport.

SQUIBBS



## Qualité

Viandes de 1<sup>er</sup> choix  
Charcuterie fine  
Spécialités réputées

Av. Casino 55 tél. 61 40 74/5  
Av. Alpes 68 tél. 61 40 76  
Rue Chillon 2 tél. 61 40 77  
Place Marché tél. 62 47 56

# Vingt-deux Tunisiens ont reçu leur diplôme de mécanicien

Le 27 juin dernier, vingt-deux stagiaires tunisiens ont reçu des mains de M. Ruffieux, conseiller d'Etat genevois, un diplôme décerné par la Coopération technique suisse après deux années d'études de mécanique à Genève. La cérémonie, toute empreinte de dignité, avait lieu dans l'historique salle de l'Alabama, à l'Hôtel de Ville de Genève, là où furent signées en 1863 les premières « Conventions de Genève » de la Croix-Rouge et où un arbitrage mit fin, en 1872, au grave différend né entre l'Angleterre et les Etats-Unis à la suite de la Guerre de Sécession.

Le canton de Genève a eu l'heureuse idée en 1962 d'affecter une somme importante — 1 250 000 francs exactement — à l'aide aux pays en voie de développement. L'idée germa alors de créer un « centre de perfectionnement technique » à Genève, ville où la métallurgie occupe une place importante. Des contacts furent pris avec la Tunisie ; M. Ruffieux se rendit à Tunis pour demander au gouvernement tunisien si un tel projet entrerait dans le cadre de ses préoccupations concernant la formation de ses jeunes cadres industriels ; à la suite d'une visite à Genève de l'ambassadeur de Tunisie, une convention — la première du genre — fut signée entre le canton de Genève et la Coopération technique suisse pour la répartition des charges financières. Il fut décidé d'envoyer à Genève une première volée de jeunes Tunisiens pour y apprendre à devenir les chefs d'équipe de l'industrie métallurgique dont leur pays a besoin. Sur cent candidats présentés, vingt-deux furent finalement choisis et arrivèrent à fin novembre 1965 au Lignon, dans des installations spécialement aménagées à leur intention sur les terrains de la ville de Genève.

Il avait été prévu au départ de ne les garder que dix mois. Mais il devint bientôt évident que leur formation préparatoire était insuffisante, notamment dans le domaine de la pratique essentiellement. C'est pourquoi le stage fut porté de dix à dix-huit mois, afin de donner si possible aux stagiaires un bagage de connaissances comparable à celui que possède en Suisse un apprenti qui passe ses examens de fin d'apprentissage. Aux examens finals, quelques jeunes Tunisiens ont même fait preuve de connaissances théoriques plus complètes que celles qui sont exigées chez nous. Le représentant du délégué de la Coopération technique suisse a souligné que, s'ils font preuve des qualités

morales nécessaires, tous ces stagiaires ont suffisamment de connaissances pour devenir les conducteurs d'hommes qu'ils sont appelés à être pour faire progresser leur pays.

Au cours des dix-huit mois qu'il ont passés chez nous, les Tunisiens ont appris non seulement à se servir de machines-outils et à les entretenir, à dessiner des pièces et à les exécuter, ils ont aussi noué beaucoup d'amitiés.

res pour la progression des hommes. L'autre élément — on l'a souligné à la cérémonie de remise des diplômes — est celui de la force de caractère. Des élèves parfaitement qualifiés du point de vue technique peuvent sortir de nos écoles et universités, et manquer totalement, une fois de retour chez eux, du courage nécessaire pour affronter les difficultés et de la volonté de se rendre utiles. La clef du déve-

Un stagiaire tunisien reçoit son diplôme du conseiller d'Etat Ruffieux, et du directeur du cours, M. Eyenberger, en présence d'un représentant de l'ambassade de Tunisie à Berne (à droite).

Photo Sokoloff



Ne les a-t-on pas vus battre par 8 buts à 3 l'équipe de football d'une usine genevoise, chanter dans un chœur de paroisse, participer à diverses activités de mouvements de jeunesse ? Ils sont allés à Chippis, aux ateliers des CFF d'Yverdon, dans des manufactures d'horlogerie, aux Forges de Bienne, au Musée de la science de Munich. Ils sont aussi montés à plusieurs reprises à Caux. Ils ont appris à faire du ski. Et ils terminent leur séjour dans notre pays par un voyage en Suisse centrale.

Grâce à eux, le terme de « coopération technique » a pris un sens très concret pour des centaines de nos compatriotes. On peut maintenant lui donner un nom, un pays, un avenir. C'est important, car c'est dans cette direction que doit s'orienter notre action vers le monde. Le développement est une entreprise compliquée et ardue, requérant non seulement beaucoup de patience, de bonne volonté et de générosité, mais aussi de la clairvoyance. Or, force est bien de constater que les connaissances techniques ne sont qu'un des éléments nécessai-

veloppement réside dans un engagement individuel à constamment payer de sa personne.

Or, pour être dans ce domaine à la hauteur de ce qu'on attend de nous, avouons franchement que nous avons encore beaucoup de chemin à parcourir. Il y a même des gens chez nous qui sont carrément opposés à ce que l'on donne en Suisse une formation morale et spirituelle en plus de l'enseignement technique admirablement donné, reconnaissons-le, par des maîtres au dévouement souvent inlassable (ce fut le cas des maîtres qui assumèrent la formation des stagiaires tunisiens). Voilà une bataille à mener dont l'enjeu est important si nous voulons réussir notre « coopération technique ». Ajoutons que ce qui a été commencé par le canton de Genève avec les stagiaires de Tunisie pourrait être entrepris dans d'autres domaines par d'autres cantons suisses. Ce serait conforme au génie fédéraliste de notre Etat. Pourquoi chaque canton romand n'adopterait-il pas l'un ou l'autre des Etats de l'Afrique francophone pour contribuer à en former les cadres — industriels, agricoles, éducatifs ou administratifs ? Nous y verrions un des meilleurs moyens de « personnaliser » notre assistance au tiers monde, en créant des liens qui orienteront la pensée et la vie des jeunes Suisses à la recherche d'un idéal de service.

P.-E. D.

## GARAGE CENTRAL & MONTREUX-EXCURSIONS S.A.

Distributeur General Motors  
Ateliers de réparations  
Lavage - Graissage  
Station-service Shell

Agence de voyages  
Tous billets avions, trains, etc.  
Croisières et forfaits divers  
Excursions journalières cars et bateaux

Gd-Rue 106  
Tél. 61 22 46

**MONTREUX**

Gd-Rue 2  
Tél. 62 41 21

TRIBUNE DE CAUX  
Abonnement ordinaire d'un an :  
Suisse Fr. 15.—  
Autres pays Fr. 18.—  
France : 20 F, à verser par mandat  
de versement international

Rédacteurs responsables :  
Daniel Mottu  
Paul-Emile Dentan  
Imprimerie Corbaz S. A., Montreux